Bulletin Gratuit de Klasbatalo
Affilié de la Tendance Communiste Internationaliste

Revue 12

Printemps 2025

Mutinerie

Fête du Travail 2025 : trois attaques contre la classe ouvrière, une seule voie à suivre

Depuis la Fête du Travail de l'année dernière, il est clair que le capitalisme poursuit sa marche funèbre. Cette année, Klasbatalo et l'Internationalist Workers Group reviennent sur les trois attaques lancées par les patrons au cours des 12 derniers mois et sur les perspectives pour les travailleurs au Canada et aux États-Unis. Aucune de ces attaques n'est sortie de nulle part : elles sont les convulsions d'un système moribond. Bien que la situation puisse sembler désespérée, les manifestations contre les expulsions, les refus et l'inévitabilité de nouvelles grèves soulignent la nécessité de continuer à se battre et d'adopter une orientation politique concrète pour guider la classe vers l'avant.



L'État capitaliste contre les travailleurs

La première attaque est le mécanisme juridique sans précédent mis en place par le capital au cours de l'année écoulée. Au Canada, nous avons assisté à des grèves, menées par les syndicats et finalement vouées à l'échec, qui ont touché les travailleurs portuaires des deux côtés du continent, ainsi que les cheminots et les postiers. Ces grèves ont perturbé les chaînes d'approvisionnement déjà en difficulté et ont donc attiré la colère des patrons, qualifiés dans les gros titres de particulièrement « égoïstes ». Contrairement à la plupart des grèves qui aboutissent généralement à des accords maigres, sous forme de « négociations à la baisse » par le biais de l'arbitrage syndical, le ministre du Travail a décidé d'imposer l'arbitrage. Ce qui rend cette situation inhabituelle, c'est que les patrons se sont toujours contentés de laisser les syndicats prendre leur part du gâteau en échange de l'apaisement des travailleurs. Ces attaques contre la classe ouvrière canadienne constituent un modèle pour les capitalistes du monde entier, notamment aux États-Unis. Par exemple, l'administration Trump a lancé une série d'attaques contre les travailleurs dans le même esprit. Bien que moins libéral sur le plan social que le Premier ministre Carney, les actions de Trump sont le signe d'une convergence des intérêts des capitalistes pour intensifier les attaques contre les travailleurs. Il y a les fameuses coupes budgétaires menées par son (ancien) supporter, Musk, qui ont entraîné des milliers de licenciements au niveau fédéral. En outre, Trump a reconstitué la direction du Conseil national des relations du travail dans le but à long terme de rendre les grèves plus périlleuses et de donner plus de pouvoir aux patrons. Même si les syndicats sont les principales cibles, les répercussions comprennent un contrôle accru de toute forme d'action syndicale, y compris l'interdiction d'utiliser les courriels professionnels pour l'organisation syndicale. Cela s'ajoute à diverses réductions des primes de risque, à la promesse de geler le salaire minimum par décret, ainsi qu'à la dégradation du salaire minimum des aides à domicile. Combiné au Big Beautiful Bill, qui sabre dans les aides sociales comme un couteau de boucher, le message est clair : les travailleurs américains rendent hommage à leurs maîtres, tandis que les syndicats se battent incompétemment pour défendre leur propre territoire dans des batailles juridiques interminables « pour les travailleurs ». Il en résulte l'appauvrissement et la désorientation de toute la classe, la réindustrialisation étant la douce promesse d'un travail encore plus pénible. Aux États-Unis, comme au Canada, Carney et Trump s'accordent pour faire claquer le fouet.

De cela, nous tirons deux leçons importantes. La première est que les syndicats font partie intégrante de l'État capitaliste et qu'ils céderont sous la pression. Cette leçon est connue depuis plus d'un siècle, depuis que les syndicats ont accepté des clauses « anti-grève » au service du nationalisme. La seconde est que l'État capitaliste intensifie sa répression contre la classe ouvrière dans le cadre d'une répression générale en vue de la guerre. C'est là la véritable motivation derrière le projet de loi 89 au Québec, qui permet au gouvernement provincial d'invoquer « l'intérêt public » pour déclarer une grève illégale. Tant que ces attaques resteront confinées au terrain des batailles juridiques syndicales, la classe ouvrière subira défaite après défaite. Dans la mesure où de nouvelles grèves continuent de surgir, les travailleurs doivent se préparer à cette « nouvelle normalité » et lutter contre les préparatifs de guerre et les moyens juridiques qui les rendent possibles. Pour ce faire, les travailleurs ont besoin d'une orientation politique concrète qui dépasse les défenses immédiates et les conflits économiques. C'est pourquoi l'objectif historique reste l'abolition du capital, menée par un parti internationaliste de la classe ouvrière. Seule la poursuite de cet objectif peut permettre aux travailleurs d'exercer une réelle influence sur les capitalistes. Cela ne pourra jamais être réalisé si les travailleurs en grève s'accrochent à l'illusion que les syndicats et l'État capitaliste peuvent se substituer à la véritable lutte des classes.

L'immigration et la riposte de la classe ouvrière

La deuxième attaque majeure vise les travailleurs immigrés. Au Canada, aux États-Unis et dans le monde entier, les attaques brutales contre les travailleurs migrants se sont multipliées. Le gouvernement libéral de Carney a poursuivi la politique de Trudeau visant à réduire l'immigration après avoir invité des millions de personnes pendant la Covid pour relancer les profits capitalistes en déclin. Il n'est guère surprenant que les Nations unies aient depuis condamné le traitement réservé aux travailleurs migrants au Canada, le qualifiant d'analogue à l'esclavage. Aux États-Unis, les raids de l'ICE et du DHS ont été utilisés de manière continue pour semer la peur parmi les travailleurs migrants qui ne bénéficient déjà d'aucune protection. En outre, nous avons assisté à une répression sans précédent à l'encontre des étudiants internationaux. Aux États-Unis, ces attaques ont précédé l'administration Trump, comme le ciblage des étudiants chinois et leur condamnation comme menaces pour la sécurité nationale, créant un précédent pour la révocation des visas étudiants pour avoir participé à des manifestations à Gaza. Ne se limitant pas à l'administration Trump, le Canada a également réduit le nombre d'étudiants internationaux de 48 %, sous la pression particulière de certaines provinces comme le Québec, qui les considèrent comme des « profiteurs » de visas. Ces attaques ont été bipartites et sont présentées comme défendant l'intérêt national et la démocratie. Partout, les patrons sont devenus plus audacieux dans leurs attaques, la xénophobie croissante accompagnant le discours guerrier. Le capitalisme impérialiste menace de faire dérailler le monde entier, le massacre de masse devenant la seule solution restante pour une classe capitaliste épuisée.

La répression croissante contre les travailleurs migrants et les étudiants doit être combattue par l'ensemble de la classe ouvrière, pour le bien de la classe ouvrière. Une attaque contre un étranger est une attaque contre un autochtone ; tout cela sert à discipliner une classe ouvrière déjà fortement exploitée en vue de la guerre. Il est donc encourageant de voir que les travailleurs américains ont fait preuve d'un grand courage et d'une conscience de classe naissante en organisant des discussions de groupe dans leur quartier et sur leur lieu de travail afin d'alerter et de mobiliser contre les tentatives d'expulsion et d'organiser des manifestations. En outre, les travailleurs du secteur de l'hôtellerie, fortement ciblé, ont organisé des grèves pour présenter des revendications politiques visant à mettre fin aux raids brutaux. Cependant, en l'absence d'une orientation politique concrète, cette autodéfense ne peut aller très loin. À l'instar des attaques contre les grèves récentes, la vague d'actions de la classe reste désorientée et fragmentée, ce qui montre la nécessité de transformer cette flamme en un véritable pouvoir prolétarien. C'est cette instabilité qui permet aux actions des travailleurs d'être réprimées avec toute la brutalité du très détesté département de police de Los Angeles et des shérifs du comté, étouffant ainsi leur combativité. La véritable défense réside dans une offensive organisationnelle.

Quand les guerres commerciales se transforment en guerres généralisées

La troisième attaque est la marche continue vers une guerre généralisée. L'administration Trump a conduit à un bouleversement total de l'ordre libéral et a par conséquent exacerbé les tensions entre alliés et rivaux. Lors du sommet de l'OTAN à Kananaskis, les lignes de fracture au sein du bloc impérialiste comprenant les deux États membres nord-américains se sont encore accentuées. D'un côté, la bourgeoisie américaine reconsidère ses efforts pour soutenir le traité. De l'autre, la bourgeoisie canadienne continue de voir son intérêt à maintenir sa position dans cet ordre d'après-guerre. Alors que Trump cherche à imposer un réarmement plus large en brandissant la menace d'un retrait, le Canada cherche à se présenter comme une source fiable de ressources pour le capital européen, avec un intérêt commun pour la défense mutuelle, ce qui revient dans tous les cas à un appel au réarmement qui présage le massacre de la classe ouvrière. Alors que les budgets de défense montent en flèche aux États-Unis pour absorber une capacité de production superflue sous forme de véhicules blindés dont les responsables du Pentagone affirment qu'ils n'ont aucune utilité, les entrepreneurs canadiens du secteur de la défense répondent aux appels de l'Europe pour participer à des projets de développement militaire dans le cadre d'accords jamais imaginés dans les romans pulp fiévreux.

Entre les fanfaronnades de Trump sur l'annexion du Canada et l'appel du Canada (aux côtés de l'Europe) à reconnaître un État palestinien, le partenariat américano-canadien est mis à mal. Les « anti-impérialistes » de toutes sortes, staliniens, trotskistes, etc., peuvent à tort voir dans cette divergence un éventuel fossé entre les grandes nations capitalistes à exploiter en faveur de leur nationalisme préféré. En réalité, il n'y a pas de paix permanente, pas de « guerres justes », pas de nationalismes vertueux, car l'impérialisme est une caractéristique du capitalisme, et non des États individuels. Prenons l'exemple de la guerre à Gaza. Si le Hamas a vu trop grand avec son attaque du 7 octobre, la famine dans la bande de Gaza n'est pas le résultat d'Israël en tant que nation particulièrement illibérale, mais un exemple de ce dont les capitalistes sont capables. C'est pourquoi la bourse israélienne est en plein essor, même si la guerre commence à lasser. La « chaleur » à court terme vaut les gains à long terme liés à la reconstruction du désert créé par Netanyahu, tout en occupant ses adversaires nationaux et étrangers. Si des dirigeants « libéraux » tels que Carney, Starmer et Macron dénoncent les pires excès de la campagne génocidaire de Netanyahu, c'est avant tout pour faire pression sur une « mauvaise » administration américaine. En outre, l'Autorité palestinienne est plus que désireuse de devenir le nouveau leader d'un État palestinien, une opportunité qui ne peut être exploitée que dans les conditions abjectes de la bande de Gaza. Même si un cessez-le-feu était conclu du jour au lendemain, les incitations structurelles au conflit demeurent, car elles sont enracinées dans la concurrence entre les États-nations, c'est-à-dire les capitales nationales. Pendant ce temps, les négociations en yo-yo de Trump avec la Russie soulignent que la guerre en Ukraine se poursuivra aussi longtemps que nécessaire, principalement en fonction de son utilité pour les capitalistes russes et ukrainiens, qui ont tous deux des revendications irrédentistes qui ne pourront jamais être satisfaites sans une guerre d'usure totale. Même l'accord « historique » entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan garantit que ce dernier deviendra une base américaine pour de nouvelles attaques contre l'Iran, et que le premier s'effondrera dans une guerre civile sous l'effet d'appels plus forts au revanchisme ethnique, alimentés par le soutien russe pour regagner son emprise sur le Caucase. Quelle que soit la situation, les capitalistes convergent tous vers un seul objectif : les guerres seront menées quoi qu'il arrive.

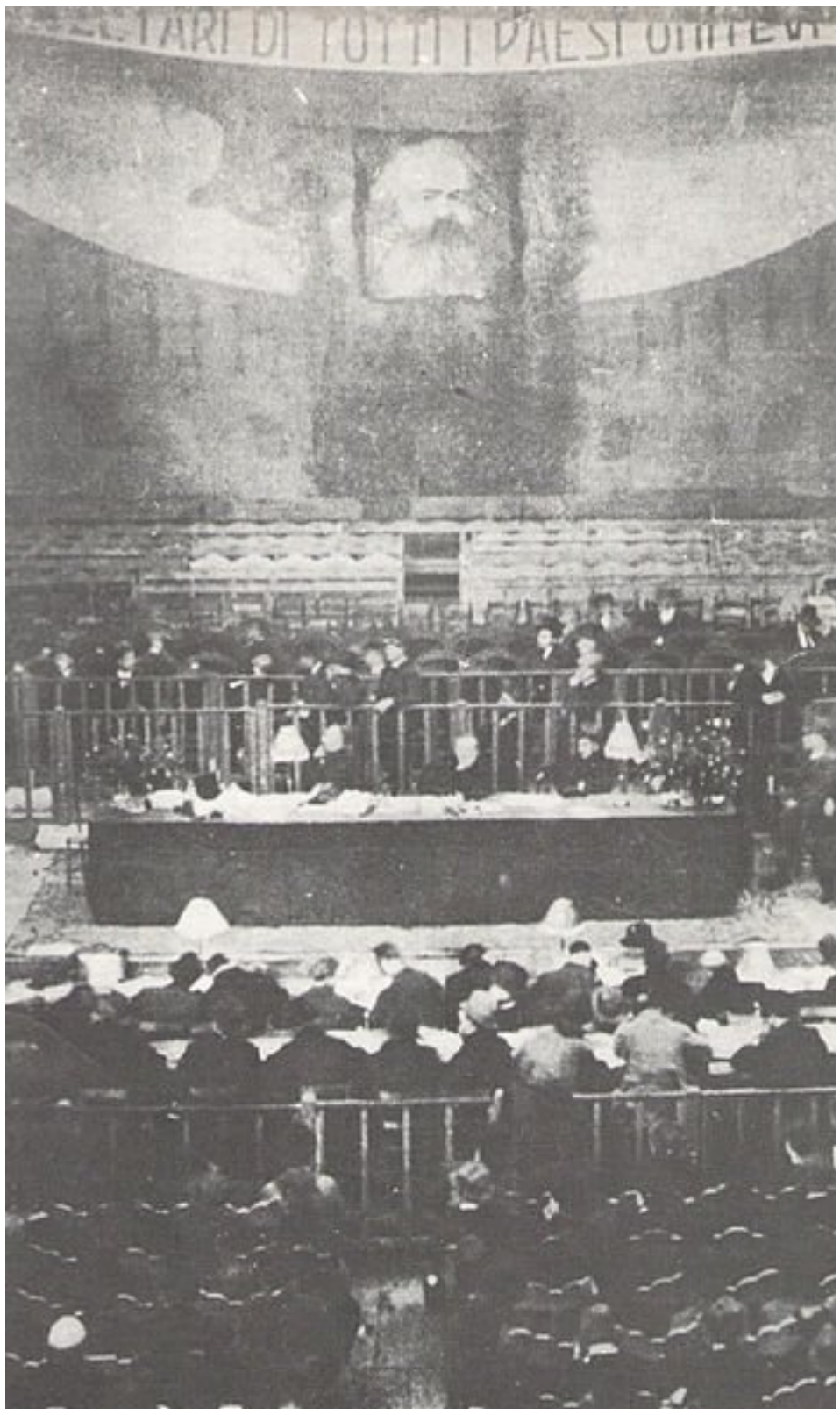
La seule voie à suivre.

Il est clair que l'ordre capitaliste est sur une pente dangereuse. La classe ouvrière est attaquée directement et indirectement par la réduction des salaires et diverses formes d'aide sociale, de garanties sociales, etc. Cela indique la trajectoire de la classe capitaliste dans son ensemble : les travailleurs doivent être prêts à accepter des sacrifices dès maintenant et à se conformer aux règles afin que, le moment venu, ils puissent marcher au pas. Les travailleurs immigrés sont les premiers à être expulsés et détenus en masse afin de réduire la main-d'œuvre disponible et de garantir la précarité pour le profit. Cependant, loin de sombrer dans le pessimisme ou l'illusion, la classe ouvrière reste la seule à pouvoir lutter contre ces maux innombrables. Les manifestations et les émeutes à Los Angeles ont démontré que la classe peut faire preuve d'une combativité hors du commun. Cette volonté de lutter offre une opportunité unique, mais elle doit être canalisée dans une direction politique concrète par la formation d'un parti. En outre, le refus croissant des travailleurs en Russie, en Ukraine, en Israël, à Gaza, etc. de se battre pour le massacre impérialiste démontre que plus les capitalistes poussent, plus les travailleurs ripostent. Loin d'être archaïques, les exemples des mutineries des marins de Kiel et de Petrograd montrent que même les plus grandes guerres peuvent être stoppées par les efforts de militants dévoués. Pour réussir, les travailleurs ne peuvent pas s'accrocher à l'illusion que les syndicats ou les nations peuvent venir à leur secours. Ce ne sont pas des armes ou des contingences, mais de la rouille sur la véritable épée de la classe ouvrière : l'auto-organisation. Les travailleurs doivent s'organiser en dehors des syndicats, au-delà des frontières et contre la guerre, partout où cela est possible, pour refuser les sacrifices qui leur sont imposés. Lorsque les travailleurs luttent en s'appuyant sur leur propre force, que ce soit par le biais de comités de grève, d'assemblées de masse ou même de conseils ouvriers, leur combat devient politique. L'hydre capitaliste a déjà été frappée une fois dans le passé, comme l'a montré l'exemple de la révolution russe, mais cette tâche héroïque a été étouffée, comme dans les épopées, les capitalistes ayant fait repousser les membres qu'ils avaient perdus. C'est pour cette raison que le futur parti de la classe ouvrière doit se former et frapper hardiment au cœur de la bête.

Les 100 ans du Comité de l'Intesa

Il y a 100 ans, une bataille faisait rage au sein du Parti communiste italien (PCd'I) au sujet de l'orientation et des tactiques adoptées par le parti : c'était la période de la bolchévisation. Les manœuvres opportunistes du PCd'I et de l'Internationale communiste (Komintern) ont été critiquées par la gauche du parti, qui appelait à une position révolutionnaire ferme contre les alliances avec les capitalistes et les manœuvres politiques. Ils ont formé un comité, « Comité de l'Intesa » (« Accord ») pour défendre une politique révolutionnaire au sein du parti, ce qui a conduit à leur expulsion. La plateforme de ce comité n'est pas seulement pertinente d'un point de vue historique, car elle marque le début de la gauche italienne, mais elle est également pertinente pour nous aujourd'hui, car elle jette les bases de la conception que la gauche communiste a du rôle du parti. Aujourd'hui, un siècle après, les enseignements et la politique de la lutte du comité contre la dégénérescence du Komintern fournissent des leçons claires à ceux qui souhaitent vaincre le capitalisme aujourd'hui.

En 1925, la vague révolutionnaire mondiale déclenchée par octobre 1917 en Russie était en déclin. Partout dans le monde, la lutte des travailleurs battait en retraite et le capital lançait sa contre-offensive. La classe ouvrière allemande avait subi une série de défaites infligées par le SPD et le reste de l'État capitaliste. La République soviétique hongroise avait été étranglée dans son berceau, et une vague de grèves notable en Amérique du Nord en 1919 avait également été réprimée. En Italie, le Parti communiste n'avait été formé qu'après les Deux Années rouges (1919-1920), marquées par des occupations généralisées d'usines, mais sans programme politique cohérent. Lorsque les révolutionnaires s'étaient organisés indépendamment des sociaux-démocrates, qui voulaient simplement réformer le capitalisme (janvier 1921), ils avaient été repoussés à la fois par l'État « démocratique » et par les bandes fascistes de Mussolini. En Russie même, les conseils ouvriers, cœur de la révolution sociale, étaient devenus des coquilles vides au cours de la crise économique et de la guerre civile, la population de Moscou et de Petrograd ayant diminué de 50 % à mesure que les ouvriers quittaient les villes à la recherche de nourriture ou mouraient au front. Une estimation « modérée » du nombre de morts à l'hiver 1921-1922 est de 5 millions. Le coup de grâce porté au pouvoir soviétique (c'est-à-dire au contrôle démocratique par la base grâce à un vaste réseau de conseils ouvriers) fut l'écrasement de la révolte de Cronstadt et l'interdiction subséquente des factions au sein du Parti bolchevique. À l'époque, cependant, les révolutionnaires du Parti bolchevique pensaient en grande partie qu'il s'agissait de s'accrocher au pouvoir jusqu'à ce que la révolution prolétarienne puisse être sauvée et relancée grâce au soutien d'une révolution victorieuse de la classe ouvrière ailleurs. Mais cette politique était une arme à double tranchant. Se maintenir au pouvoir en faisant des concessions et en signant des traités avec les puissances capitalistes comportait évidemment le risque de céder et de rejoindre le réseau de ces puissances. De plus, donner la priorité à la survie du régime russe signifiait de plus en plus étouffer toute voix d'opposition au sein de la nouvelle Internationale. C'est dans ce contexte historique que les décideurs politiques du Komintern ont poussé à la « bolchévisation » du parti mondial, enfonçant ainsi les derniers clous dans le cercueil de la vague révolutionnaire et transformant de plus en plus l'Internationale elle-même en un outil visant à assurer la survie du régime capitaliste d'État en pleine évolution en Russie. Ce sont ces revirements opportunistes dans la tactique que ceux qui formèrent le Comité de l'Intesa allaient combattre. Le « front uni » et le slogan du « gouvernement ouvrier » constituaient de véritables reniements des principes sur lesquels le Komintern avait été fondé. L'appel initial de Lénine en faveur d'une nouvelle internationale en 1915 reposait sur la reconnaissance claire que la social-démocratie avait franchi les barrières de classe, la majorité des partis de la Deuxième Internationale s'étant rangés du côté de leurs propres capitales nationales pendant la Première Guerre mondiale. Cette reconnaissance n'a fait que se confirmer lorsque les sociaux-démocrates ont participé à l'offensive du capital, illustrée par l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht par le gouvernement SPD d'Ebert. Après tout cela, les dirigeants du Komintern appelaient à une alliance entre le PCd'I et le Parti socialiste italien (PSI), dont ils venaient de se séparer quelques années plus tôt. Le front uni que les dirigeants du Komintern avaient à l'esprit n'était pas celui de l'unité de classe indépendamment des partis dans une grève, comme cela avait été le cas avant la révolution d'octobre, mais une alliance



parlementaire avec la social-démocratie. Le gouvernement ouvrier qu'ils appelaient de leurs vœux était une coalition parlementaire, et non pas le renversement de l'État capitaliste ou la suprématie politique des conseils ouvriers.

Les effets désastreux de la « bolchévisation » en Italie peuvent peut-être être mieux compris à travers la crise Matteotti. Avec l'arrestation d'Amadeo Bordiga en 1923 et la démission du comité exécutif du parti pour protester contre la directive imposant la fusion du parti avec le PSI, les dirigeants du Komintern y virent une occasion d'installer une direction plus favorable à leur ligne, dirigée par Antonio Gramsci. Bien que le « centre » ait été placé à la tête du parti, la base de celui-ci restait fermement ancrée à gauche. Lorsque le député socialiste Giacomo Matteotti fut assassiné en 1924 par des fascistes, le gouvernement de Mussolini, qui n'avait pas encore pleinement consolidé son contrôle sur l'État italien, entra en crise. Lorsque les autres partis bourgeois quittèrent le parlement en signe de protestation, horrifiés par cette violation flagrante des normes de la démocratie libérale par les fascistes, Gramsci ordonna aux députés communistes de suivre ces partis bourgeois, dans le but de créer un « anti-parlement antifasciste ». Mais cette mascarade parlementaire avec les partis bourgeois n'avait rien à voir avec la consolidation d'une classe ouvrière indépendante, qui subissait à l'époque des attaques massives sous la forme d'une augmentation du coût de la vie et d'une révocation du droit de grève. Au fur et à mesure que le scandale éclatait, les revirements de Gramsci et les tergiversations de la direction du Komintern ont laissé la classe ouvrière dans l'incertitude à un moment où elle était prête à descendre dans la rue, faisant ainsi passer à côté au Parti communiste l'occasion de reprendre pied et de passer à l'offensive après quatre années de recul.

« Il est erroné de penser que dans toutes les situations, les expédients et les manœuvres tactiques peuvent élargir la base du Parti, car les relations entre le Parti et les masses dépendent en grande partie de la situation objective. »

C'est dans ce contexte d'opportunisme et d'hésitations que le comité de l'Intesa s'est formé. Le comité a déclaré sans ambages que « [les dirigeants] considèrent le problème de la conquête des « masses » comme un problème de volonté. Cependant, peu à peu, ils s'adaptent aux circonstances et sombre essentiellement dans l'opportunisme ». Ils avaient tout à fait raison de poser cette division entre les deux conceptions. Pour la gauche du parti, la révolution ne pouvait pas simplement être voulue, encore moins décrétée par une déclaration du Komintern, mais devait être liée à la classe ouvrière là où elle se trouvait objectivement et sur son propre terrain. Le parti devait rester à l'avant-garde de la lutte des travailleurs contre les attaques économiques très réelles auxquelles la classe était confrontée, tout en restant fidèle à l'objectif final de la classe ouvrière et en ne se livrant pas à des jeux parlementaires à la Gramsci. Dans la pratique, cela signifie œuvrer à la prise du pouvoir politique lui-même, et certainement pas à des manœuvres parlementaires et à des fusions politiques visant à élargir numériquement le parti au détriment de son programme et de sa position de classe. Le comité avait également raison de dire que le problème ne se limitait pas à l'Italie, déclarant que « la gauche croit fermement qu'une solution satisfaisante à la question du parti italien est impossible sans une solution aux questions internationales ». Cependant, aucune tentative sérieuse d'évaluation ou de réflexion n'a été entreprise. En fait, le « problème » du Comité de l'Intesa a été discuté avec acharnement dans les pages d'Unita (le journal du parti créé par la direction « bolchévisée » de Gramsci en Italie), presque exclusivement en termes de problème trotskiste : signe que les différentes sections du Komintern étaient simplement devenues le reflet de ce qui se passait au sein du parti russe. Finalement, sous la menace d'expulsion et d'ordres de fouiller les personnes et les logements des « factionnaires », le comité accepta de se dissoudre, espérant en vain qu'une forme de débat aurait lieu lors du prochain congrès. S'ensuivirent des expulsions du parti par le « centre », des arrestations par Mussolini et la fuite en exil de nombreux autres militants.Cela fait maintenant plusieurs années que la lutte menée par la gauche du parti à travers le comité Intesa a pris fin, mais ses enseignements restent précieux pour les révolutionnaires d'aujourd'hui. Tout d'abord, le comité souligne que la révolution sera internationale ou qu'elle échouera, et que les communistes ne doivent jamais perdre cela de vue. La dégénérescence du Komintern trouve son origine dans le reflux de la vague révolutionnaire et l'isolement national qui a suivi la révolution russe. Dans cette situation, les dirigeants russes ont tenté de sauver ce qu'ils pouvaient en essayant de conserver le pouvoir, dans l'espoir de former des « gouvernements ouvriers » amis et de conclure des accords commerciaux avec les puissances capitalistes, au détriment des principes sur lesquels l'Internationale avait été fondée. Avec le recul, il était impossible de maintenir une Russie révolutionnaire isolée dans un monde capitaliste, sans parler du déclin de la vitalité et du pouvoir des conseils ouvriers, mais l'opportunisme qu'ils ont pratiqué a fait en sorte qu'aucune révolution émergente extérieure ne viendrait à leur secours. Deuxièmement, le Comité a démontré que le parti communiste n'est pas un parti de coalitions parlementaires et de manœuvres politiques, mais un parti qui lutte pour le programme révolutionnaire au sein de la classe ouvrière, où qu'elle se trouve objectivement, qu'elle soit en déclin ou en plein essor. Le parti ne sème pas non plus la confusion dans l'esprit du prolétariat en s'engageant dans la politique capitaliste pour obtenir un succès momentané. Le parti ne fait pas naître la révolution par sa volonté, mais agit en fonction du mouvement historique qui se déroule et conformément à ses principes révolutionnaires.Aujourd'hui, notre classe est confrontée à de nombreux défis et présente des faiblesses évidentes. En Italie, comme il y a 100 ans, nous sommes à nouveau confrontés à une crise du coût de la vie. Les différentes nations se préparent à une confrontation impérialiste dont les horreurs seraient inimaginables. Les luttes ouvrières qui émergent sont souvent confinées aux syndicats, isolées et faibles. Si notre classe veut surmonter cette période sombre, nous devrons former un parti révolutionnaire pour lutter en première ligne de notre classe. Un parti à vocation internationale, fermement ancré dans les luttes de la classe et clair sur son objectif final : la révolution ouvrière et l'avenir communiste. Tout cela peut sembler lointain, mais cela ne se fera pas par la seule volonté. Seul le travail réel des révolutionnaires d'aujourd'hui peut produire l'organe indispensable à la lutte des travailleurs : la future internationale révolutionnaire.

Pour quoi Klasbatalo se bat-il?

Nous nous battons pour l'indépendance politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire que nous rejetons toute alliance interclassiste avec le capital, incluant sa gauche. Nous croyons que la classe ouvrière doit se battre sur son propre terrain: premièrement pour se défendre contre les attaques des capitalistes et ensuite, pour accomplir sa tâche historique, celle de l'édification d'un avenir communiste qui éliminera à jamais l'exploitation, l'oppression, et la guerre. C'est à ce but que nous luttons pour la création d'un parti communiste mondial, dont la raison d'être est de disséminer les confusions présentes dans la classe ouvrière et de l'unifier pour son ultime finalité; nous croyons que ce parti sera l'outil révolutionnaire le plus crucial pour notre classe. Même si nous sommes en faveur d'un parti, nous ne croyons pas que notre organisation, à elle seule, est le parti. Nous ne croyons pas non plus que notre organisation deviendra le parti au fil du temps. Le parti sera à la fois le produit de l'élargissement de la lutte des classes et le fruit du travail réel des révolutionnaires, dont nous nous considérons comme l'un des nombreux éléments. Nous ne voyons pas non plus ce parti comme un gouvernement-en-devenir, car l'émancipation de l'humanité dépend de la lutte intarissable de toute la classe ouvrière, et cette lutte ne peut être substituée par le dictat d'une minorité.

FB: https://www.facebook.com/Klasbatalocollective

Email: klasbatalocollective@gmail.com Website: http://www.leftcom.org/fr